

MONTRÉAL

CAHIER

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE LE DEVOIR



Il y a 175 ans, on prétendait vouloir «rendre le peuple meilleur»

La Société Saint-Jean-Baptiste est-elle encore utile?

Spectacle de la Saint-Jean au parc Maisonneuve

Le nom qu'elle porte appartient à un autre siècle et apparaît terriblement démodé. Certains l'associent à une pensée frioleuse, à la méfiance pour l'étranger, à un attachement obstiné aux valeurs du bon vieux temps et à cette époque révolue où le confessionnal était le moteur de notre prodigieuse natalité. Et il y a ce saint Jean-Baptiste et son fameux mouton aux pitoyables bêlements. Tout un symbole national! Qu'il paraît loin de nous, cet inflexible chauffé à blanc, qui a préféré se faire couper la tête plutôt que de répondre aux avances de la belle Hérodiade!

YVES BEAUCHEMIN

Malgré tous les commentaires, la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) n'a pas voulu changer de nom, car elle a mis 175 ans à l'établir. C'est bien du travail. Au cours de son histoire, elle a pu compter sur des esprits aussi dynamiques qu'Olivier Asselin, le célèbre journaliste de combat, Emmanuel-Persillier-Lachapelle, le fondateur de l'hôpital Notre-Dame, Joseph-Xavier Perreault, à qui on doit la Chambre de commerce de Montréal, le peintre et architecte Napoléon Bourassa, l'économiste François-Albert Angers, homme influent s'il en fut, sans oublier Nicole Boudreau, la première femme (et la seule jusqu'ici) à être portée à la présidence et celle qui a ouvert la société sur le

Québec moderne, et enfin Jean Dorion, qui a démocratisé ses règlements et ses statuts électoraux et a rétabli le défilé du 24 juin après un hiatus de 20 ans. C'est ainsi que la SSJB a grandi avec le Québec et qu'elle a changé avec lui. La voici donc plus neuve que jamais, laïque, indépendantiste, profondément attachée aux valeurs de justice sociale et de démocratie (la vraie, pas sa contrefaçon du scandale des commandites).

Cela dit, est-elle encore utile? Ne fait-elle pas double emploi avec des partis politiques qui poursuivent des buts similaires? Je répondrai qu'elle est leur contrepartie nécessaire. Et pour une raison bien simple.

Hors de la servitude politique

L'obligation de se faire élire avant d'exercer le pouvoir est

le fondement de la démocratie et sa principale sécurité. Mais cette obligation apporte une servitude. Pour être élu, il faut plaire. Cela transforme bien des hommes politiques en pantins, prêts à toutes les contorsions pour gagner le vote des électeurs, à tous les compromis pour ne pas les effaroucher. Voilà pourquoi, plutôt que d'essayer de convaincre le peuple d'emprunter telle ou telle voie, jugée par eux la meilleure, mais qui ne s'est pas gagnée l'assentiment populaire, ils se contentent prudemment de suivre la foule, avec des conséquences parfois désastreuses. Les vrais hommes d'État sont rares. Soignons-les quand ils passent!

La SSJB n'est pas un parti politique et n'aspire pas au pouvoir. Aussi n'a-t-elle pas à suivre les modes, à flirter avec la démagogie, à prêter l'oreille aux puissances financières. Elle essaie, selon ses moyens, de faire entendre la voix de la raison dans la conduite de nos affaires. Non pas qu'elle croit avoir le monopole de cette raison (ce serait là une pensée bien prétentieuse), mais elle possède un avantage colossal sur les par-

tis politiques: aucun intérêt électoral ne vient brouiller sa vision des choses et infléchir son action. Elle dit ce qu'elle pense et fait ce qu'elle croit devoir faire.

Interventions

Par exemple, la SSJB réclame un renforcement de la loi 101, car le français s'est mis à reculer au Québec, particulièrement dans la région de Montréal. Le gouvernement

La SSJB n'est pas un parti politique et n'aspire pas au pouvoir

libéral, qui doit ménager ses électeurs anglophones, refuse de bouger, se contentant de mesureries à la sauce bonne volonté qui ont tant d'effets que le souffle de la brise sur un mur de pierre.

La SSJB voit le Canada, selon l'expression de Pierre Perrault, comme un pays sans bon sens, où les champs de compétence s'enchevêtrent, se dédoublent, se concurrencent et souvent même se combattent, tandis que le poids démographique des Québécois ne cesse de fondre dans cette fausse fédération qui se veut unitaire. Au fouillis de la servitude, la SSJB préfère la liberté d'action de l'indépendance. Le Parti libéral combat farouchement cette idée. La SSJB réclame que la

fréquentation des cégeps anglais ne soit réservée qu'aux seuls élèves du réseau scolaire anglophone, car elle estime que la meilleure façon d'intégrer au Québec les nouveaux arrivants n'est pas de les angliciser. Le Parti libéral et le Parti québécois rejettent cette mesure.

La SSJB s'oppose à la création de deux CHU à budgets égaux, l'un francophone, l'autre anglophone, car elle juge ce projet inéquitable, le budget du CHU McGill étant disproportionné par rapport au poids démographique des anglophones à Montréal. De plus, une fois créé, cet établissement géant va fragiliser le français comme langue de travail dans la métropole. Le Parti libéral et le Parti québécois défendent ce projet.

Il y a 175 ans, la SSJB a choisi pour devise: *Rendre le peuple meilleur*. Il y a dans cette formule, j'en conviens, un soupçon de condescendance. N'oublions pas qu'elle a été pensée à une époque où les différences de hiérarchie sociale étaient bien plus marquées qu'aujourd'hui. Mais comme tout le monde, dans une vraie démocratie, appartient au peuple, j'ai fini par l'aimer, cette devise.

Yves Beauchemin est écrivain.



LUDGER DUVERNAY

Le fondateur de la SSJB organise en 1834 la première rencontre de l'association Aide-toi et le ciel t'aidera

Page 2



MARIO BEAULIEU

«Il faut ramener la question de la langue dans le débat public»

Page 3

LUTTES SOCIALES

La Société essaime dès 1850, tant au Canada qu'aux États-Unis

Page 2

24 JUIN 2009

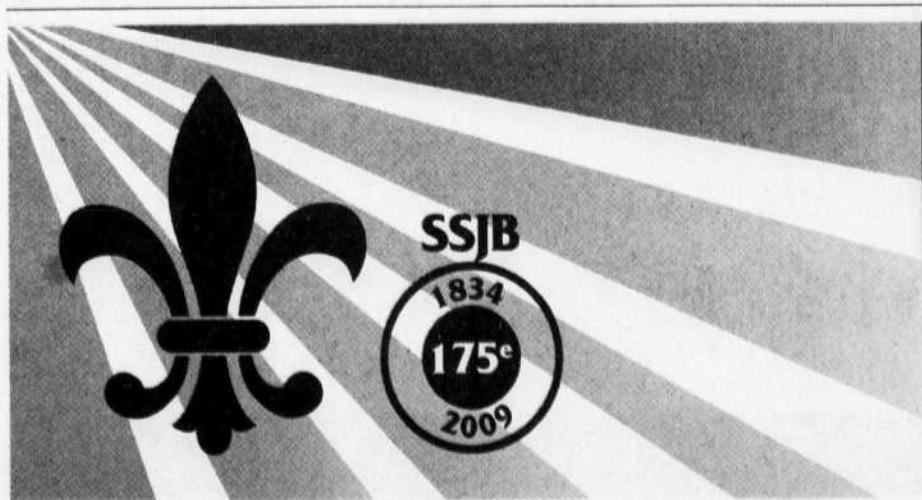
Guy A. Lepage animera la fête au parc Maisonneuve

Page 4

LES FEMMES ET LA SSJBM

Loi est le temps de la dame patronnesse

Page 5



175 ans de luttes pour la défense de l'identité française au Québec

La SSJB, une voix qui porte!

BON ANNIVERSAIRE!



SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE

Les deux fondations de la SSJB

En 1834, Ludger Duvernay fonde la société Aide-toi et le ciel t'aidera

L'Association Saint-Jean-Baptiste est mise sur pied le 8 juin 1843

La SSJB célèbre cette année son 175^e anniversaire. Mais cette société patriotique a connu deux naissances.

DENIS MONIÈRE

Le 8 mars 1834, à l'hôtel Nelson, Duvernay fonde une société appelée Aide-toi et le ciel t'aidera. Cette association préfigure celle des Fils de la liberté et servira plus tard de creuset à la création de la Société Saint-Jean-Baptiste, qui ne sera constituée de façon formelle qu'en 1843. La première association patriotique s'est donnée pour mandat d'organiser la fête nationale du 24 juin, comme les Irlandais l'ont fait quelques mois plus tôt pour célébrer la Saint-Patrick.

La première Saint-Jean est organisée par Ludger Duvernay dans les jardins de l'avocat John McDonnell, à l'endroit où sera plus tard érigée la gare Windsor. Une soixantaine de convives répondent à l'appel de Duvernay, dont les plus connus sont Charles-Ovide Perrault, Louis-Hippolyte LaFontaine, Édouard Rodier, George-Étienne Cartier et le D^r Edmund O'Callaghan. Ces agapes sont présidées par le maire de Montréal, Jacques Viger.

Après le repas, on «enlève la nappe», comme le veut une expression de l'époque, pour passer à la partie patriotique de la soirée. À la fin de son discours, Duvernay lance le célèbre toast

en l'honneur du «peuple, source primitive de toute autorité légitime». Ce faisant, il vient de doter le peuple canadien d'une fête nationale qui se perpétuera comme symbole de notre continuité historique, puisque la fête de la Saint-Jean était célébrée à Québec aux premiers temps de la colonie. À cette occasion, Duvernay aurait aussi proposé d'adopter la feuille d'érable comme emblème national du Bas-Canada.

L'année suivante, la célébration de la Saint-Jean aura lieu à l'hôtel Rasco. Entouré de feuilles d'érable, le drapeau des patriotes aux barres horizontales verte, blanche et rouge surplombe le centre de la table d'honneur. Une banderole est suspendue au-dessus de la porte d'entrée, où on peut lire trois mots d'ordre: «Espérance, patrie, union». Plus de 100 convives participent au banquet présidé par Denis-Benjamin Viger. Après le repas, des santés et des chants patriotiques fusent. C'est aussi à cette occasion que le jeune George-Étienne Cartier se fait remarquer en composant et en interprétant une chanson qui connaîtra un grand succès: *O Canada, mon pays, mes amours*.

En 1836, les passions s'échauffent et le fossé s'élargit entre les modérés et les patriotes. La Chambre ne vote qu'une partie des subsides nécessaires à l'administration de la colonie. Le Conseil législatif met son veto à l'adoption de 34 projets de loi et

en amende 15 autres, ce qui soulève la colère des représentants du peuple. Lord Gosford menace de s'emparer des fonds publics sans le consentement de la Chambre pour payer les bureaucraties. Dans ce contexte survolté, la Saint-Jean est marquée par des sentiments de frustration et d'amertume devant l'intransigeance et les provocations de l'administration coloniale. De plus, cette année-là, on a moins de raisons de se réjouir car la division au sein de la société canadienne est de plus en plus flagrante, comme en témoigne l'organisation de deux fêtes concurrentes: celle des bureaucrates, appelée la Saint-Jean-Baptiste de l'opposition, qui a lieu dans les jardins de McDonnell (où elle a eu lieu en 1834), et celle des patriotes, organisée par Duvernay à l'hôtel Rasco. Cette double célébration signifie que la tension politique monte et que les antagonismes se cristallisent.

Dans les journaux qui relatent les festivités de la Saint-Jean organisées depuis 1834, on ne fait nullement mention d'une société responsable de l'organisation. Jamais la société Aide-toi et le ciel t'aidera ou la Société Saint-Jean-Baptiste ne sont mentionnées dans les toasts ou les discours.

La deuxième naissance

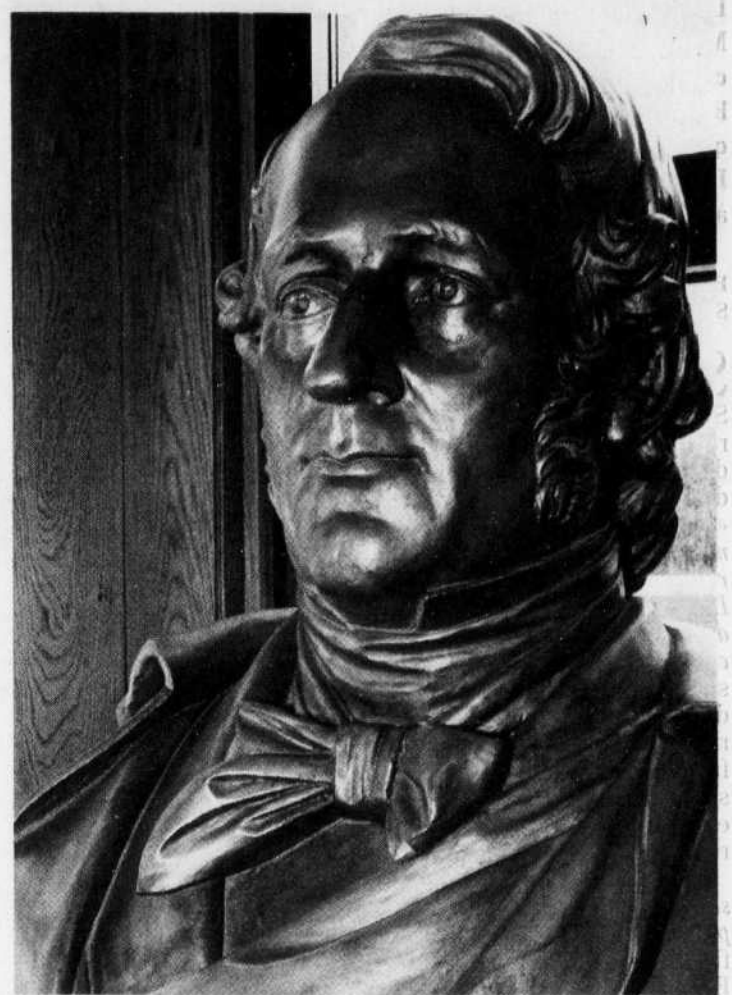
Après l'échec des rébellions et un exil de cinq ans aux États-Unis, Duvernay, conscient de la nécessité de solidifier l'unité des Canadiens français, relan-

ce l'idée d'une association patriotique.

Il convoque, le 8 juin 1843, une assemblée au grand salon de l'hôtel Nelson dans le but d'organiser l'Association Saint-Jean-Baptiste sur des bases solides et permanentes. On décide à cette réunion de fonder une société de bienfaisance et de l'appeler l'Association de Saint-Jean-Baptiste. On décide de relancer la célébration de la Saint-Jean. La fête ne peut avoir lieu un vendredi, jour maigre, et est donc reportée au 26 juin. Le banquet est précédé par une messe solennelle et un défilé dans les rues. Des changements significatifs apparaissent dans la symbolique. Le drapeau britannique est mis en évidence, de même que les armoiries de Sir Charles Metcalfe, le nouveau gouverneur.

C'est bien la première fois que les nationalistes canadiens honorent un gouverneur britannique dans leur célébration de la fête nationale. Ce signe de réconciliation avec la «mère patrie» sera confirmé par la suite. Comme le veut la coutume, des santés sont portées après le repas à Sa Majesté la reine, à la famille royale.

Les patriotes ont bien changé depuis la dernière célébration de 1837. On ne fait plus référence au peuple, source de toute autorité, ni à Papineau, ni à la république... Le haut patronage de l'Église révèle aussi un changement majeur du leadership social et de l'orientation idéologique du nationalisme.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Buste de Ludger Duvernay, premier président de la Société Saint-Jean-Baptiste

Denis Monière est professeur titulaire au département de science politique de l'Université de Montréal. Il a fait paraître

en 1987 Ludger Duvernay et la révolution intellectuelle au Bas-Canada (Québec Amérique).

Luttes sociales

À la défense des gagne-petit

La Société essaime dès 1850, tant au Canada qu'aux États-Unis

Dès 1843, la Société Saint-Jean-Baptiste devient un acteur social. D'autres décisions et mesures suivront.

PIERRE DUBUC

Olivar Asselin a convié, au cours de sa présidence (1913-14), la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de Montréal à se substituer aux pouvoirs publics défaillants. Ce rôle, Ludger Duvernay et les membres fondateurs l'avaient assigné à leur association à une époque où la notion même de pouvoirs publics était fort restreinte et dans un contexte où la dépolitisation imposée par M^r Ignace Bourget à l'héritière des Patriotes l'avait fortement poussée à se consacrer exclusivement à la cause sociale.

La charte adoptée en 1849 spécifiait donc que l'Association Saint-Jean-Baptiste avait pour but «d'aider et secourir les personnes de cette province d'origine française [...] qui se trouvent dans la nécessité de recourir à l'assistance de leurs concitoyens [...] ainsi que de répandre l'éducation parmi elles, et contribuer à leur progrès moral et social».

Déjà, en 1843, leur premier geste avait été de sacrifier le banquet du 24 juin pour verser des secours aux victimes de l'incendie qui avait détruit le village de Boucherville. Plus tard, il reviendra à la Société Saint-Vincent-de-Paul, formée en grande partie de membres de la SSJB, de s'occuper des nécessiteux.

La SSJB inspire aussi les ouvriers. Un des tout premiers re-

groupements, la Société canadienne des menuisiers et des charpentiers de Montréal, est l'œuvre de Louis Archambault, un membre assidu de la SSJB, et pendant plusieurs années le char des typographes sera le clou du défilé du 24 juin. «Il était trainé, peut-on lire dans *La Minerve* de 1877, par dix chevaux, richement harnachés, et portait une petite presse Gordon qui imprimait des programmes de la fête, que de jeunes apprentis distribuèrent à la foule. Son dôme portait les inscriptions suivantes: «La presse est le flambeau de la civilisation», «Honneur à Gutenberg»».

Vint le Monument-National

En 1890, le président L. O. David fonde le Monument-National en tant que centre éducatif. Le gouvernement provincial accorde une subvention de 10 000 dollars, à la condition qu'on y organise des cours d'instruction publique gratuits.

On y donne des cours de marine, d'électricité, d'architecture et de plusieurs autres techniques. Ce sera le noyau des écoles techniques de Montréal et de Québec créées en 1907, en même temps que de l'École des hautes études commerciales. Le Monument-National donne également naissance en 1922 à l'École des beaux-arts.

Il faudra attendre beaucoup plus longtemps avant que l'E-



ARCHIVES LE DEVOIR
Olivar Asselin préside aux destinées de la SSJB en 1913-14.

tat ne prenne en charge les fonctions assumées par la Caisse nationale d'économie, fondée en 1898, dont l'objectif était de permettre aux cotisants de se bâtir une rente viagère pour leur retraite. Il en sera de même pour les aspirations à l'émancipation économique des Canadiens français, symbolisée par la création de

la Société nationale de fiducie en 1918.

Actions politiques

Le rôle supplétif de la SSJB ne s'arrête pas là. Longtemps avant l'apparition de la doctrine Gérin-Lajoie, elle joue le rôle de ministère des Affaires étrangères du Québec. Elle entretient des liens serrés avec des

sociétés sœurs créées sur son modèle, à partir de 1850, au sein de la diaspora canadienne-française en Ontario, au Nouveau-Brunswick, dans les provinces de l'Ouest canadien, mais également aux États-Unis. Pendant les deux conflits mondiaux, elle veille à contrer l'image négative du Québec véhiculée par les journaux londoniens et new-yorkais.

Elle est de toutes les bagarres pour la reconnaissance des droits du français. Elle prodigue les conseils, assure les liaisons et fournit les fonds. Mais la lutte est inégale et son association avec le clergé irlandais catholique anglophone en vue de les assimiler. La foi n'est plus gardienne de la langue.

C'est lors des États généraux du Canada français de 1967 que le tournant décisif est pris. Le rêve d'une nation canadienne-française disséminée à travers l'Amérique fait place à la quête de l'indépendance du Québec.

Parallèlement à ce tournant, la SSJB prend progressivement ses distances avec le discours clérical anticommuniste des années Duplessis. Le Québec n'est plus à l'heure de la survie, mais à celle de la décolonisation. La SSJB rejoint le camp des forces progressistes et syndicales, qu'elle regroupe

au sein du Mouvement Québec français en 1970.

La Révolution tranquille et le rôle nouveau accordé à l'État délestent la SSJB de plusieurs des responsabilités sociales qu'elle assumait tant bien que mal à cause de «pouvoirs publics défaillants». La gratuité scolaire force le Prêt d'honneur à se redéfinir. Les sociétés d'État prennent en charge les aspirations d'émancipation économique portées vaillamment, depuis 175 ans, par les membres de notre vénérable société nationale.

Concluons avec cette citation de Robert Rumilly, l'historien de la SSJB. En 1948, il écrivait: «Les directeurs généraux de la SSJB sont des bénévoles, pris, comme tout le monde, par les exigences de leur profession et les soucis de leur famille. Ils ne retirent de leur effort non seulement aucun bénéfice, mais aucun prestige, puisque la mode est toujours de les brocarder. L'élite, ainsi qu'on appelle les gens instruits, les gens en place et les gens riches, l'élite les regarde de haut, avec un tiers de sourire. La masse aime bien leur Société, mais néglige d'y adhérer. Les gouvernements, soupçonneux, voudraient la voir dissoudre. Or constatez la noblesse, l'ampleur et la persévérance de leur effort.»

Soixante ans plus tard, le jugement est le même.

Pierre Dubuc est rédacteur en chef de L'Aut'journal.



Pour savoir où célébrer,
fetenationale.qc.ca

Mouvement national des Québécoises et Québécois
Fier coordonnateur de la Fête nationale depuis 25 ans!

Québec

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE

Présidence de la SSJBM

« Il faut ramener la question de la langue dans le débat public »

La SSJBM souhaite intensifier ses actions et avoir une force de mobilisation plus importante

Le président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM), Mario Beaulieu, fait valoir que le français connaît un recul dans la métropole. À son avis, la question linguistique est en outre devenue taboue. « Il faut ramener la question de la langue dans le débat public », affirme-t-il. Dans ce contexte, la SSJBM a, selon lui, un rôle important à jouer.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Selon Mario Beaulieu, président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM), il est urgent d'agir pour consolider la place du français dans la métropole. « Les francophones de langue maternelle sont devenus minoritaires sur l'île de Montréal. Les francophones de langue d'usage à la maison sont aussi en déclin rapide », note le président général. La proportion des résidents de l'île de Montréal parlant le plus souvent français à la maison est passée de 56,4 % en 2001 à 54,2 % en 2006, selon les données du recensement.

« Les transferts linguistiques se font encore de façon disproportionnée vers l'anglais », affirme en outre M. Beaulieu. En 2006, les résidents de l'île de Montréal qui avaient une langue maternelle autre que l'anglais ou le français et qui avaient changé de langue d'usage à la maison avaient opté dans une proportion d'environ 55 % pour l'anglais et de 45 % pour le français. Pour l'ensemble du Québec,

ces proportions étaient respectivement de 49 % et de 51 %. « Normalement, ça devrait être à 90 % vers le français », estime M. Beaulieu.

Mesures

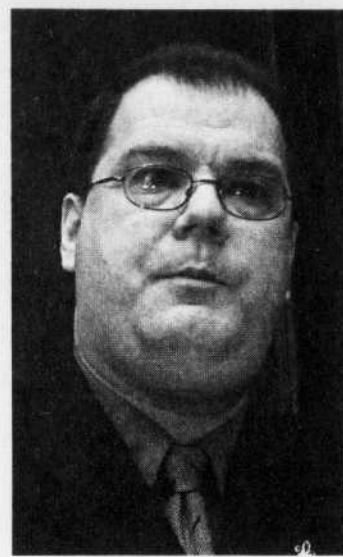
Selon la SSJBM, plusieurs mesures pourraient être mises de l'avant dans le but d'assurer l'épanouissement du français au Québec. « On pense qu'il est essentiel d'appliquer la loi 101 aux cégeps et de s'assurer qu'il y a un financement équitable des universités francophones et anglophones », indique par exemple le président général. M. Beaulieu affirme que les universités anglophones sont surfinancées par rapport au poids démographique de la communauté anglophone au Québec. En 2007-2008, les établissements anglophones ont reçu près de 23 % des subventions générales versées aux universités par le gouvernement du Québec. Lors du recensement de 2006, 8,2 % des Québécois avaient l'anglais pour langue maternelle, et 79,6 %, le français.

Selon le président général de la SSJBM, les allophones qui ont étudié au cégep ou à

l'université en anglais sont plus susceptibles de se tourner vers cette langue par la suite. « Quand les nouveaux arrivants vont à l'université en anglais, ils apprennent tout le vocabulaire de leur profession en anglais. Donc, ça les incite à travailler en anglais. » M. Beaulieu fait en outre valoir que les gens formés dans les établissements d'enseignement anglophones sont davantage susceptibles de quitter le Québec.

Le président général déplore également que l'administration publique québécoise s'adresse en anglais à une bonne partie des allophones et il croit que cela diminue le pouvoir d'attraction du français. Selon des informations obtenues par *Le Devoir* l'an dernier, jusqu'aux trois quarts des immigrants allophones qui s'établissent dans la région de Montréal se faisaient servir en anglais, à leur demande, par les ministères et les organismes publics québécois. Le gouvernement québécois a par la suite affirmé que cette situation ne serait plus permanente.

M. Beaulieu estime que la SSJBM a un travail de pédagogie à faire, « pour expliquer l'importance d'avoir une langue commune. C'est le contraire de l'exclusion. Si le français est la véritable langue commune de tous les Québécois, c'est ce qui permet de rassembler les nouveaux arrivants, les gens de toutes origines dans un même espace public. »

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR
Mario Beaulieu, président de la SSJBM

Le président général de la SSJBM inscrit la question linguistique dans celle de la diversité culturelle. « Est-ce qu'on veut une mondialisation qui va aboutir à une uniformisation des cultures ou à l'anglicisation de la planète, ou est-ce qu'on veut une mondialisation dans le respect des langues et des cultures nationales? »

Interventions

La question linguistique est l'une des priorités de la SSJBM. L'organisme a par exemple récemment déploré le fait que les conservateurs et les libéraux ont voté contre le projet de loi présenté par le Bloc québécois pour que les entreprises régies

par le Code canadien du travail et installées au Québec soient assujetties à la Charte de la langue française.

La SSJBM prend également part à une tournée régionale de la coalition pour un seul méga-CHU (centre hospitalier universitaire) à Montréal. Cette coalition invoque « la hauteur excessive des investissements requis » et « l'importance de préserver des fonds pour le développement des services de santé à l'extérieur de Montréal ». Elle affirme que les investissements faits dans le Centre universitaire de santé McGill « sont beaucoup plus élevés que ce que requiert le nombre d'anglophones à Montréal, qu'ils sont peu rentables, étant donné l'exode permanent des médecins formés à McGill, et qu'ils perpétuent la division traditionnelle entre anglophones et francophones ». Elle s'inquiète enfin des effets de ces investissements sur l'usage du français comme langue de travail, de recherche et d'enseignement au Québec.

La souveraineté du Québec est en outre l'un des chevaux de bataille de la SSJBM, qui cherche à faire en sorte que les efforts des différents groupes indépendantistes soient coordonnés. « Si on veut faire du Québec un pays indépendant, c'est parce qu'on est une nation. Ce qui fait de nous une nation distincte, c'est qu'on a une langue, une culture et une histoire qui nous sont propres, ainsi qu'une spécificité

sur le plan économique », affirme M. Beaulieu.

La SSJBM travaille aussi à l'établissement d'une coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire nationale. « Les cours en 3^e et 4^e secondaires ont largement évacué l'histoire nationale », affirme le président général. Mario Beaulieu estime qu'il est essentiel que les Québécois connaissent bien leur histoire. « C'est la connaissance du passé qui fonde notre compréhension du présent et nos décisions quant à l'avenir. »

La SSJBM compte à l'heure actuelle environ 3000 membres, indique son président général. « On a fait une réforme en profondeur de toute l'organisation, pour se donner une meilleure capacité d'action. On a commencé à augmenter le nombre de membres de la Société Saint-Jean-Baptiste. On veut aussi rajeunir nos membres. C'est déjà commencé, mais on va intensifier nos opérations de recrutement », affirme M. Beaulieu.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal organise des activités de francisation pour les nouveaux arrivants, ainsi que des conférences sur l'indépendance et sur la situation linguistique. Elle remet notamment aussi des prix. « Nos objectifs, c'est de décupler nos actions, de mieux organiser nos ressources pour pouvoir avoir une force de mobilisation plus importante », indique M. Beaulieu.

Collaboratrice du Devoir

À la présidence

Jacques Viger est nommé!

L'honorable Denis-Benjamin Viger lui succède

Ils sont 79 à s'être succédé à la présidence la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Et une seule fois une femme occupa ce siège. En quelle année, donc?

Qui est montréalais ou montréalaise francophone de souche est susceptible, si elle ou il vérifie bien, de constater que parmi ses ancêtres se trouve l'un de ceux qui accédèrent un jour à la présidence de cette société fondée pour défendre les intérêts des Canadiens français, comme on le disait alors. Et une seule fois, c'était en 1986, cette présidence « échappa » aux hommes quand Nicole Boudreau fut élue à ce poste.

Jacques Viger fut le premier président. Et d'autres noms, plusieurs aujourd'hui inscrits dans l'histoire, sont apparus dans cette liste qui va ici d'aujourd'hui à hier.

2008 Mario Beaulieu

2003 Jean Dorion
1997 Guy Bouthillier
1994 François Lemieux
1989 Jean Dorion
1986 Nicole Boudreau
1985 Jean-Marie Cossette
1981 Gilles Rhéaume
1980 Marcel Henry
1979 Jean-Marie Cossette
1978 Jean-Marie Cossette
1977 Jean-Paul Champagne
1977 André Beauchamp
1976 Jean-Charles Desroches
1975 Jean-Marie Cossette
1974 Yvan Sénécal
1973 André Trudeau
1973 M^e Yvon Groulx
1969 François-Albert Angers
1968 Dollard Mathieu
1965 M^e Yvon Groulx
1962 Paul-Émile Robert

1960 Jean Séguin
1957 Paul Guertin
1954 François-Eugène Thérien
1951 J.-Émile Boucher
1950 D^e J.-Alcide Martel
1946 Arthur Tremblay
1945 Charles-Auguste Chagnon
1943 Roger Duhamel
1939 Louis-Athanase Fréchette
1937 Joseph Dansereau
1935 Ernest Laforce
1934 Joseph-Alfred Bernier
1933 Victor Doré
1932 Ernest Brassard
1931 Victor-Elzéar Beaupré
1930 Aimé Parent
1929 Guy Vanier
1925 Léon Trépanier
1925 Guy Vanier
1924-25 Joseph-Victor Desaulniers
1915 M^e Victor Morin
à 1924

VOIR PAGE 15: PRÉSIDENTS

175 ans d'histoire... et encore faire l'histoire!

Centrale des syndicats du Québec
CSQ
www.csq.qc.net

Merci à la Société Saint-Jean-Baptiste

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE

175 ANS
À DÉFENDRE :

- ✿ L'histoire du Québec;
- ✿ Le droit à l'éducation;
- ✿ La langue française.

Une **persévérance** à honorer...
Une **lutte** à continuer!

FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE

MONTRÉAL

On célébrera le Québec au parc Maisonneuve

« La Saint-Jean est essentiellement un party, mais elle se doit d'être politique »

Le grand spectacle au parc Maisonneuve se réinvente avec de nouveaux visages sur scène pour cette 175^e fête des Québécois. L'animateur de *Tout le monde en parle*, Guy A. Lepage, prend le flambeau à l'animation, en remplacement de Normand Brathwaite. À ses côtés, Éric Lapointe, Marie-Mai, Ariane Moffat, Karkwa, Florence K. et Les Porn Flakes. La Bottine souriante et Zébulon lanceront la soirée.

MARIE-ÈVE MAHEU

« Ça va déménager dans le parc Maisonneuve, promet Guy A. Lepage. Vous êtes mieux d'attacher votre chaise de plastique avec des cadenas! »

L'homme aux multiples talents est ému de s'être vu confier l'animation du grand spectacle du 24 juin à Montréal. « Je suis né en 1960 dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Je suis très honoré d'animer cette fête de quartier d'environ 250 000 personnes. C'est très touchant de revenir aux sources », a-t-il confié en conférence de presse, lors du dévoilement de la programmation.

Grand amoureux de la musique, il ne cache pas non plus sa joie de se retrouver sur la même scène que Les Porn Flakes et Marie-Mai, avec qui il a joué plusieurs fois depuis deux ans. « Avec Les Porn Flakes, les chansons représentent une deuxième vie avec un style très rock! », ajoute Marie-Mai.

Hymne à la voix

Comme le veut la coutume, les vedettes interpréteront certains de leurs succès, en plus de faire un clin d'œil aux groupes d'ici. On nous promet notamment des chansons des

groupes-cultes Corbeau, Beau Dommage, Les Colocs, Octobre et Les Classels.

On soulignera aussi le 35^e anniversaire de *J'ai vu le loup, le renard et le lion*. Ce spectacle, qui avait réuni Robert Charlebois, Félix Leclerc et Gilles Vigneault, a servi de modèle aux grands spectacles de la Fête nationale.

Le groupe Zébulon, qui s'est reformé l'an dernier, après plus de dix ans d'absence, chauffera les planches dès 19h. Il s'agit de leur deuxième participation au spectacle du parc Maisonneuve. « C'est un buzz! », soutient Marc Déry, le chanteur et bassiste du groupe. *L'intérêt est de se retrouver tout le monde ensemble et de chanter la fierté de ce qu'on est devenu, de ce qu'on est.*

Ces mots résument bien le thème de la Fête nationale cette année: « Une voix qui porte ». Ce slogan veut souligner la volonté des Québécois de vivre en français en Amérique du Nord.

Même si elle a déjà rempli le Centre Bell à elle seule, Marie-Mai n'en revient toujours pas qu'on lui ait demandé de participer au grand spectacle du 24 juin à Montréal. « C'est un autre rêve qui se réalise, s'emballe-t-elle. J'ai tellement de bons souvenirs de la Saint-Jean. J'étais du

genre à me promener avec mon drapeau du Québec sur le dos et à fêter jusqu'à 6h du matin. D'être sur la scène à Montréal, ça va être extraordinaire! »

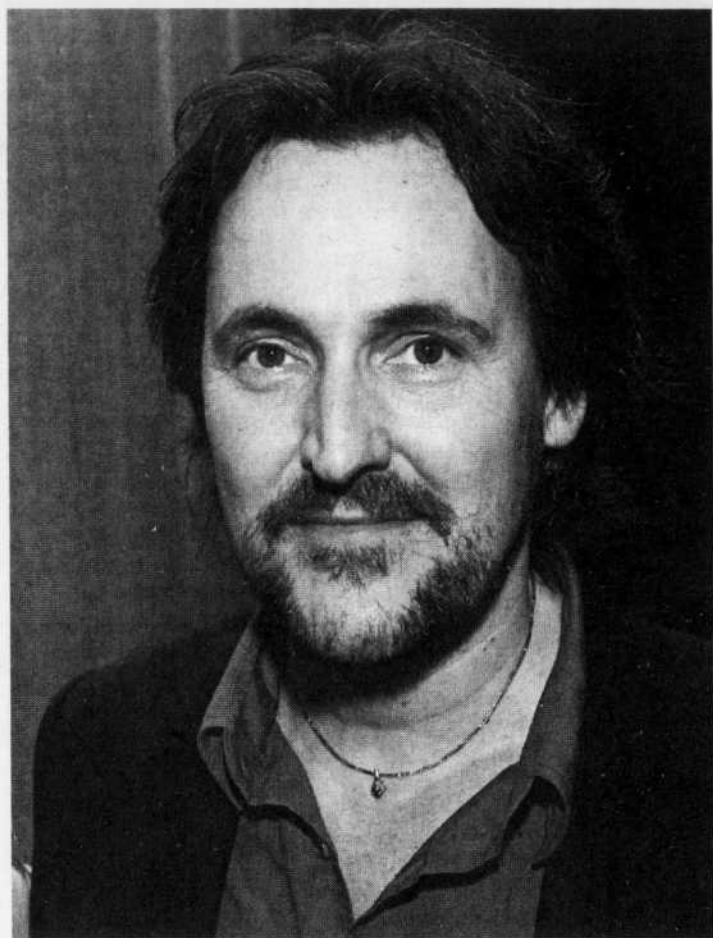
Les membres de Karkwa, qui viennent de lancer leur troisième album, *Le Volume du vent*, se disent fiers de jouer le « rôle d'extra-terrestre » parmi les autres artistes. « On est probablement le groupe le plus en marge et c'est le fun, parce que cela peut aider à élargir le public, dit le chanteur Louis-Jean Cormier. C'est important, pour les organisateurs, de s'ouvrir aux groupes plus alternatifs et ils devraient peut-être le faire encore plus. »

Politique ou pas ?

Guy A. Lepage, un souverainiste avoué, entend-il faire du spectacle du 24 juin un événement plus politisé? « La Saint-Jean est essentiellement un party, mais elle se doit d'être politique, sans tomber dans la partisannerie », répond-il. *Comme je suis animateur et que j'ai un certain sens de la synthèse, c'est certain que je vais essayer de passer quelques messages pour rappeler que notre identité est distincte et qu'il faut la préserver!*

Selon lui, il est essentiel d'accepter que le tissu social de Montréal a changé et d'intégrer tous les Québécois — ou néo-Québécois — à « notre projet de société ». L'animateur promet à la blague d'intervenir sur une note plus humoristique le soir du 24 juin.

La majorité des artistes qui partageront la scène avec lui n'ont pas l'intention de profiter



Guy-A. Lepage animera la grande fête au parc Maisonneuve.

de la tribune pour lancer un message politique. « Je laisse ça aux autres, laisse tomber Marie-Mai. Moi, je suis là pour chanter et faire tripper les gens! La Fête nationale, c'est le moment où on met tous nos différends de côté pour célébrer la langue française et notre fierté d'être québécois. »

Les membres du groupe Karkwa n'ont pas non plus l'intention de parler de leur couleur politique durant la soirée, même s'ils sont majoritairement « bleu pâle ou bleu foncé », spécifie Louis-Jean Cormier.

Pour Florence K., c'est le message d'intégration des com-

munautés qui prime. « Le Québec est très métissé, dit la chanteuse polyglotte, qui a des racines libanaises. C'est important d'en parler, de souligner que le Québec est composé de centaines de cultures et qu'on peut beaucoup apprendre et découvrir d'elles. » Elle entend d'ailleurs chanter au moins une chanson de son répertoire en espagnol.

Le traditionnel texte patriotique sera livré par la comédienne Suzanne Clément, qui tient la vedette dans *Les Hauts et les bas de Sophie Paquin*.

Horaire

Le grand spectacle débutera à 21h, au parc Maisonneuve, et sera télédiffusé à Radio-Canada dès 21h30. Le réseau Rock Décente et la radio satellite Sirius diffuseront aussi l'événement.

La fête aura commencé plus tôt avec le traditionnel défilé des géants, qui partira à 13h à l'intersection des rues Sherbrooke et Fullum, pour se terminer au parc Maisonneuve. Cinq nouvelles marionnettes géantes seront dévoilées, dont celles de Maurice Richard, Franreluche et Louis-Joseph Papineau.

Les festivités débiteront sur le site du concert à 15h30, avec quelques activités familiales. Puis, le groupe La Bottine souriante ouvrira le bal, à 17h, et sera suivi de Zébulon, à 19h.

Pour plus de renseignements, il suffit de consulter le site www.fetenationale-montreal.qc.ca.

Collaboratrice du Devoir

Biz en paroles

« L'indépendance va être un projet intergénérationnel »

Le chanteur des Loco Locass craint la morosité ambiante

Au fil de l'histoire, un peu partout à travers le monde, ce sont les jeunes qui ont mené les révolutions, qui sont descendus dans la rue pour faire entendre leurs voix et changer les destins. Au Québec, les jeunes ont toujours eu un rôle de premier plan à jouer dans cette grande marche vers la liberté entreprise il y a près de deux siècles. Et leur engagement est plus que jamais nécessaire pour faire avancer la cause souverainiste. Réflexion philosophique et politique sur le sujet avec Biz, chanteur des Loco Locass.

JESSICA NADEAU

Pour Sébastien Fréchette, alias Biz, il ne fait aucun doute que jeunesse, indépendance et histoire sont interreliées puisque l'indépendance trouve son sens à travers l'histoire et que la jeunesse, dans son insatiable soif de liberté, est naturellement portée vers les projets émancipateurs.

Et pourtant, malgré leur fougue, leur enthousiasme et leur vision du futur remplie de belles promesses, il manque aux jeunes une notion importante pour ancrer dans la réalité un pays qui se nomme Québec. « Si les jeunes avaient la pleine conscience historique, avec leur énergie et leur volonté, ce serait la meilleure conjoncture pour accéder à l'indépendance », clame le souverainiste convaincu et membre à vie de la Société Saint-Jean-Baptiste.

C'est pourquoi il propose, à l'image de ce qu'il fait à travers sa musique, un échange, une ouverture du dialogue entre les deux clans, celui des jeunes et celui des vieux, afin que chacun puisse bénéficier de la force de l'autre. « L'indépendance, nécessairement, va être un projet intergénérationnel. L'histoire, c'est un peu la mémoire qui représenterait les plus vieux. Il y a une œuvre de transmission à faire de la part des plus vieux aux plus jeunes qui, eux, sont naturellement enclins à embarquer dans ce projet-là, mais sans toujours savoir pourquoi. »



Biz, lors d'un récent spectacle de Loco Locass

Cynisme et individualisme

Outre leur vigueur et leur volonté d'émancipation, les jeunes possèdent une arme puissante pour porter le Québec vers son destin: ils sont immunisés contre le cynisme qui engourdit les plus vieux.

« Les vieux et vieilles souverainistes souffrent de ce qu'Hubert Aquin appelait la fatigue culturelle du Canada français. Et je les comprends, parce que certains arrivent au bout de leur vie et se disent qu'ils ne verront sans doute pas cette idée de leur vivant, alors qu'on est tellement passé proche... Ça doit être extrêmement déprimant. Alors que la jeunesse, elle, a tout l'avenir devant elle et, par essence, ne déprime pas. »

Il faut pourtant faire attention, prévient Biz. Car les jeunes sont des éponges et ils absorbent ce cynisme porté par les baby-boomers repliés dans un « individualisme bungalow, gros chien et filtreur à piscine chacun dans sa cour à Lanoraie ». Or il va de soi que, en observant cette lassitude, les jeunes peuvent avoir tendance à se démobilitéser de la politique active. Et le problème, juste-

ment, c'est qu'il n'y a pas d'autres options pour obtenir la souveraineté.

« On ne peut pas dire, par exemple: "Moi, je fais ma part en plantant des arbres chez nous, et peu importe si le gouvernement ne change pas les lois, au moins les gaz à effet de serre seront réduits parce que moi, je fais ma part". L'indépendance, ce n'est pas comme l'environnement. Chacun ne peut pas faire sa part pour l'indépendance dans le sens où, ultimement, c'est le palier gouvernemental qui va décider de rapatrier des pouvoirs et de les exercer. Ce choix-là doit donc nécessairement être un choix collectif issu de la majorité. »

Engagement

Les jeunes sont-ils moins mobilisés qu'à l'époque? Non, répond Biz, mais tout dépend du point de référence. Il est certain, explique-t-il, que les jeunes descendent moins dans la rue que dans les années 1970, où la planète entière semblait portée par un souffle révolutionnaire. Mais la rue, à l'heure d'Internet, n'est plus le seul moyen d'exprimer ses opinions. La rue est devenue virtuelle et, dans les *i-phones* et *i-pods* des jeunes, il se passe plein de choses qui inspirent confiance, à condition de leur faire une place et de les écouter. « Les jeunes, c'est l'avenir du Québec, et moi, j'ai pleinement confiance en l'avenir. »

Si le passé est garant du futur, « on voit très bien où, logiquement, cela devrait se poursuivre », affirme Biz, qui ne perd pas espoir même si la cause semble aujourd'hui avoir atteint un seuil difficile à dépasser.

« Je trouve qu'en ce moment on est dans une phase un peu marécageuse. Il y a un entre-deux qui est complètement malsain, dans le sens où on a dit non deux fois au projet d'indépendance politique du Québec, mais on n'a pas dit oui non plus à la Constitution canadienne. C'est un peu comme si on avait le pied dans la porte, avec nos valises toutes prêtes, mais qu'on n'arrivait pas à partir. Et l'autre qui nous fait des menaces, "Tu vas perdre le divan", et nous, on reste là planté sur le pas de la porte... »

C'est ce qu'il appelle une phase de « lente délitescence », une dissolution tranquille et graduelle dans un espace plus grand que le nôtre, l'Amé-

rique du Nord, anglophone et canadienne. Une assimilation en bonne et due forme, qui gruge inexorablement l'identité québécoise sans que personne s'en rende compte. C'est d'ailleurs le propre de l'assimilation: lorsqu'on s'en rend compte, il est déjà trop tard.

Morosité

« Le poids politique du Québec diminue systématiquement au Canada, et quand, par exemple, un gars de l'Alberta comme Harper, qui débarque avec sa gang de réformistes, qui dit que la Terre est plate et que Darwin n'a pas existé, eh bien, quand un gars comme ça prend le contrôle de l'appareil politique et que tout ce qu'il décide a des incidences sur les Québécois, c'est ce que moi j'appelle être en otage d'une autre nation [...]. Ce n'est pas parce qu'on ne se bat plus au mousquet contre les Britanniques qu'on n'est pas contrôlé par une autre nation. »

Biz parle de morosité collective, de lignes de fracture, de politiciens comptables qui n'arrivent pas à faire rêver les Québécois et qui sont incapables d'être des porteurs d'un projet de société. Il espère qu'il se passera quelque chose, qu'un Barack Obama prendra le flambeau pour dire « Oui, on peut » et faire rêver à nouveau les Québécois, leur rendre leur fierté et faire de cette idée, qui est présentement en dormance, une force vive et une réalité.

Il souhaite que, comme ce fut le cas en 1976 avec l'ascension au pouvoir du Parti québécois, ce sera une impulsion positive qui mènera le Québec vers son prochain référendum, plutôt qu'un soulèvement populaire en réaction à un événement politique sur la scène canadienne, moteur tout aussi puissant mais dont la connotation est plus négative.

Quant à l'histoire, elle est toujours en cours d'écriture, portée par ses intrigues et ses personnages. Impossible donc d'en connaître le dénouement final. Mais, selon Biz, une chose est certaine, c'est que l'indépendance a toujours sa place comme projet de société et que l'idée, même en dormance, est loin d'être morte.

Collaboratrice du Devoir

175 ans à promouvoir le fait français en Amérique
Bonne Fête nationale à la SSJB

C'est la fête

FÉDÉRATION
INTERPROFESSIONNELLE
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

fiq

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE

Femmes et Société

Loïn est le temps de la dame patronnesse

Marie Lacoste-Gérin-Lajoie est considérée comme l'une des pionnières du mouvement féministe au Québec

Quel a été l'engagement des femmes dans la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de Montréal? Comment ont-elles amélioré la condition féminine? En voici un aperçu.

CLAIRE HARVEY

Nicole Boudreau, ex-présidente de la SSJB, rappelle que la contribution des femmes à l'organisme remonte au début du XX^e siècle. «En 1902, la Section des dames patronnesse de la SSJB organise diverses activités (bazars, tombolas, etc.) qui permettent d'amasser les fonds nécessaires au parachèvement du Monument-National. Cette section regroupe des femmes de la petite bourgeoisie francophone, dont Caroline Béique, l'épouse du président de la Société Saint-Jean-Baptiste. Leurs actions ont sauvé le bâtiment du boulevard Saint-Laurent.»

En 1907, Marie Lacoste-Gérin-Lajoie fonde, avec Caroline Béique et les femmes de la Section des dames patronnesse, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB). Mme Lacoste-Gérin-Lajoie en sera la présidente de 1913 à 1933. «L'organisation a la même structure que le Montreal Local Council Woman, qui rassemble des femmes de la bourgeoisie anglophone, explique Nicole Boudreau, qui s'est beaucoup intéressée à la question. Il devient le premier mouvement féministe francophone à voir le jour au Québec. A une époque où le clergé catholique était omnipotent, les femmes réclament un rôle social au nom de la complémentarité et non de l'égalité.»

Des œuvres sociales

Thérèse-Eva Boyer, historienne, précise que la FNSJB constitue le volet féminin de la SSJB. «Les femmes de la Fédération se consacrent aux œuvres de bienfaisance. Elles luttent contre l'alcoolisme, mettent en place des cours d'économie domestique et font du bénévolat dans les paroisses pour aider les familles et réduire la mortalité infantile par l'hygiène et la puériculture. Préoccupées par les conditions de vie des travailleuses, elles créent notamment l'Association des employées de bureau et l'Association des employées de manufacture, ancêtres des syndicats féminins, ajoute l'historienne. Elles cherchent à réduire les injustices.» A

partir de 1913, *La Bonne Parole*, une revue mensuelle, devient l'organe de presse officiel de la FNSJB. Marie Gérin-Lajoie fille en est la rédactrice en chef. Empruntant la voie de sa mère, cette dernière fonde en 1923 l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Jusqu'au milieu des années 1920, la FNSJB va, entre autres, lutter pour obtenir le droit de vote pour les femmes au Québec. «En 1922, Marie Lacoste-Gérin-Lajoie met sur pied le Comité provincial pour le suffrage féminin, auquel se joignent notamment Thérèse Casgrain et Idola Saint-Jean, précise Mme Boyer. Les suffragettes font face à un très fort mouvement d'opposition provenant du clergé catholique québécois, des politiciens, des journalistes (Henri Bourassa, entre autres) et de femmes. Le droit de vote leur sera finalement accordé, au provincial, en 1940.»

Parallèlement, Mme Lacoste-Gérin-Lajoie réclame la réforme du Code civil pour améliorer le statut juridique de la femme mariée, afin qu'elle puisse disposer de son salaire, être admise à la tutelle et au conseil de famille et empêcher son mari de disposer à son gré des biens de la famille. En 1929, la Commission d'enquête sur les droits civiques des femmes au Québec est créée. La militante y témoignera au nom de la FNSJB. Considérée comme l'une des pionnières du mouvement féministe au Québec, Marie Lacoste-Gérin-Lajoie reçoit en 1924 la Médaille de vermeil Bene Merenti de Patria de la SSJB.

Campagnes référendaires et loi 101

En 1965, la FNSJB souligne le 25^e anniversaire du droit de vote des femmes avec d'autres associations féministes. Un an plus tard, la présidente joint les rangs de la Fédération des femmes du Québec, mise sur pied entre autres par la Ligue des droits de femmes de Thérèse Casgrain. Par la suite, les multiples comités de la Société Saint-Jean-Baptiste deviennent mixtes. Au début des années



Nicole Boudreau, ex-présidente de la SSJB

1980 (année du premier référendum), les femmes redeviennent très actives au sein de l'organisation. Elles fondent le Comité Caroline-Béique, où militent notamment les comédiennes Luce Guilbeault et Michèle Rossignol. Ce comité a pour but d'interpeller les femmes lors de la campagne référendaire.

La présidence de Nicole Boudreau (de 1986 à 1989) représente une autre période ef-

fervescente pour les femmes. «J'ai annoncé que j'allais exercer mes fonctions et mon leadership comme une femme. Je l'ai payé cher», dit-elle en soulignant la dissension qui existait à l'époque entre progressistes et conservateurs au sein de la SSJB. Ce qui n'a pas empêché la féministe de mener d'importantes campagnes en faveur du Québec français, dont trois grandes manifestations pour défendre la loi 101.

En 1990, la militante revient à la SSJB, à la direction du comité des fêtes nationales. «C'est le retour du défilé dans un contexte très particulier, soit le lendemain de l'échec de l'Accord du lac Meech», dit-elle. En 1995, la militante a interpellé une fois de plus la SSJB à titre de porte-parole de la Coalition des partenaires pour la souveraineté, qui rassemble un million de personnes.

Une seule présidente... en 175 ans

Reste qu'il y a eu peu de femmes à la tête de l'organisme. En fait, Mme Boudreau a été la seule présidente... en 175 ans. «Les femmes sont présentes dans les instances, mais il faut qu'elles prennent davantage de place dans le mouvement, dit-elle. Quand une femme accède à la présidence, cela signifie qu'il y en a suffisamment pour qu'on puisse choisir l'une d'elles et que l'organisme est assez avant-gardiste pour l'élire. Investir la SSJB et porter son histoire dans les bons comme les mauvais moments demeure une aventure fabuleuse.»

Aujourd'hui, qu'est-ce qui caractérise les femmes présentes dans l'organisation? Joannie Bolduc, étudiante à la maîtrise en sciences des religions et études féministes à l'UQAM, s'est penchée sur cette question dans le cadre de son mémoire. «Engagées au plan politique, ces femmes ont une parole libre de toute attache partisane et accordent une importance particulière à la langue française ainsi qu'à la culture québécoise. Pour plusieurs, préserver la culture québécoise ou canadienne-française constitue le combat de toute une vie. Elles s'inquiètent de l'avenir du Québec!», conclut-elle.

Depuis le début du XX^e siècle, des femmes ont lutté pour améliorer la condition féminine et préserver notre identité nationale et linguistique. Si tous aujourd'hui en bénéficient, les gains demeurent fragiles.

Collaboratrice du Devoir

PRÉSIDENTS

SUITE DE LA PAGE 1 3

- 1914-15 Charles Duquette
- 1913-14 Olivar Asselin
- 1911-13 Thomas Gauthier
- 1908-11 Joseph-Charles Beauchamp
- 1905-07 Sir Hormidas Laporte
- 1905 Joseph-Xavier Perrault
- 1899-1904 L'Honorable François-Ligori Beique
- 1893-98 L'Honorable Louis-Onésime Loranger
- 1888-92 L'Honorable Laurent-Olivier David
- 1887 D^r Emmanuel-Persillier Lachapelle
- 1885-86 Adolphe Ouimet
- 1884 L'Honorable Thomas-Jean-Jacques Loranger
- 1883 Jérémie Perrault
- 1882 L'Honorable Louis Beaubien
- 1881 Napoléon Bourassa
- 1880 L'Honorable Thomas-Jean-Jacques Loranger
- 1879 L'Honorable Jean-Baptiste Roland
- 1877 D^r Jean-Philippe Rottot
- 1876 Louis Archambault
- 1875 Jacques Grenier
- 1874 Sir Antoine-Aimé Dorion
- 1872-74 L'Honorable Charles-Joseph Coursol
- 1871 L'Honorable Charles-Séraphin Rodier
- 1869-70 L'Honorable Gédéon Ouimet
- 1867-68 Charles-André Leblanc, c. r.
- 1865-66 L'Honorable Pierre-Jean-Olivier Chauveau
- 1864 Louis-Tancrede Bouthillier
- 1863 L'Honorable Antoine-Olivier Berthelet
- 1862 L'Honorable Georges-René Saveuse et Beaujeu
- 1861 Romuald Trudeau



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
François-Albert Angers

- 1860 L'Honorable Frédéric-Auguste Quesnel
- 1859 D^r Pierre Beaubien
- 1858 Damasse Masson
- 1857 D^r Jean-Baptiste Meilleur
- 1856 Jacques Viger
- 1854-55 Sir George-Étienne Cartier
- 1852-53 Côme-Séraphin Cherrier, c. r.
- 1851-52 Ludger Duvernay
- 1850 Édouard-Raymond Fabre
- 1848-49 L'Honorable Joseph Bourret
- 1846-47 L'Honorable Augustin-Norbert Morin
- 1845 L'Honorable Joseph Masson
- 1835 L'Honorable Denis-Benjamin Viger
- 1834 Jacques Viger

Le Devoir

De la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste au Mouvement national des Québécoises et Québécois

Depuis 1948, le MNQ est fier de regrouper ses 19 sociétés affiliées

Société nationale de l'Est du Québec

Société Nationale des Québécois de L'Amiante

Société nationale des Québécoises et Québécois région des Laurentides

La Société nationale des Québécois de l'Outaouais

Société nationale des Québécoises et Québécois des Hautes-Rivières

Société nationale des Québécoises et des Québécois de la Capitale

Société Nationale des Québécois de la Côte-Nord Inc.

Société nationale des Québécois de Richelieu-Saint-Laurent

Société Saint-Jean-Baptiste MAURICIE

Société nationale Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

Société nationale des Québécois de Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de Chaudière-Appalaches

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Société nationale des Québécoises et des Québécoises de la Sagoué

Le MNQ félicite la SSJB de Montréal pour son 175^e anniversaire

mnq.qc.ca

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE

Sur la Main

Bienvenue dans ce « temple où seront chantées les louanges et les gloires de la patrie »

Le Monument-National sera le centre culturel et communautaire des Canadiens français

À la fin du XIX^e siècle, l'Association Saint-Jean-Baptiste a été l'instigatrice d'un important projet de mobilisation nationale en plein cœur du centre-ville, rue Saint-Laurent: le Monument-National a été érigé en ces lieux.

RÉGINALD HARVEY

En ces temps-là — on est au tournant du dernier siècle — les Canadiens français mènent un véritable combat pour leur survie culturelle dans une grande ville comme Montréal, où les anglophones occupent le haut du pavé dans les sphères du commerce et de l'industrie; l'anglicisation les menace aussi bien dans leur travail que dans leurs loisirs. L'Association réagit à cette situation qu'elle combat avec vigueur et, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, annonce le 24 juin 1884 la construction d'un monument dit national.

Voilà ce que rapportent les auteurs André G. Bourassa et Jean-Marc Larrue dans leur livre intitulé *Les Nuits de la Main*. Ils écrivent: «Le projet était ambitieux. Les francophones manquaient d'un vaste lieu de rassemblement populaire et d'un foyer où pouvaient se regrouper toutes les petites sociétés artistiques, culturelles ou scientifiques, les associations sociales ou communautaires qui participaient tant bien que mal à l'animation de la vie collective. Le Monument-National devait combler cette lacune.»

Du côté de l'Association, l'enthousiasme se traduit par un lyrisme d'époque: «Ce monument sera le gardien fidèle de nos traditions et de nos souvenirs; le temple où seront chantées les louanges et les gloires de la patrie, l'arsenal qui nous fournira

les armes nécessaires à sa défense, le sanctuaire où se conservera toujours ardent et lumineux le feu de notre patriotisme.»

Professeure émérite à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM, M. Bourassa dépeint les aspirations à la fois linguistiques et religieuses de l'Association Saint-Jean-Baptiste au moment où son projet de monument prend forme: «Il semble bien que cette organisation ait été franc-maçonne au début, mais au moment dont on parle, celle-ci était nettement noyauté par le clergé. Oui, son geste, qui est appuyé par l'évêché, est un point d'affirmation par rapport au théâtre francophone et en réaction aux différents centres culturels que les anglophones pouvaient avoir. C'était même une affirmation de l'Est vis-à-vis de l'Ouest, si on peut dire.»

Centre culturel et tribune politique

Le monument verra le jour dans sa forme définitive par étapes, mais il connaîtra des débuts plutôt paradoxaux dans sa programmation, sur le plan des ambitions de l'Association: «Les troupes professionnelles ne pouvaient aller jouer là parce qu'elles ne pouvaient accepter les contraintes imposées par la mainmise cléricale qui existait sur le Monument. On a d'abord accepté des pièces en anglais et en yiddish; dans cette langue, impossible de les censurer.» Il poursuit: «C'est tout de même devenu un centre culturel, mais



Le Monument-National, sur le boulevard Saint-Laurent

ARCHIVES LE DEVOIR

qui a été boudé par le théâtre professionnel. On avait d'ailleurs lancé très tôt les soirées de famille qui présentaient des chansons et des pièces qui n'étaient pas dangereuses; celles-ci étaient soutenues par des organisations bien-pensantes.»

Pendant un bon moment, le Monument demeurera donc un centre culturel, à l'image des académies américaines, qui sert de structure d'accueil à des activités variées et à une palette de cours. À la fin des années 20, les politiciens, dont

Henri Bourassa, montent sur scène pour faire valoir leurs idées dans de grands discours: «Il y a également eu les conférences du père Arès sur la Confédération. Les libéraux fédéraux se sont même réunis à cet endroit pour opposer de la résistance à Duplessis dans sa lutte contre les Témoins de Jéhovah.»

Le mauvais entourage

Le Monument se retrouve passablement vieillot et perdu au cœur de ce qui est finalement devenu la Main: «C'était

devenu un de ses problèmes parce qu'il était situé en plein quartier de cabarets et, dans certains cas, de bordels et de barbottes. J'ai comme l'impression que c'était devenu quelque chose d'assez lourd à porter.» Il sera finalement cédé à l'École nationale de théâtre et s'intègre aujourd'hui au quartier montréalais des spectacles. André Bourassa remonte à son origine pour décrire une de ses caractéristiques plus ou moins reluisantes: «Il avait été bâti dans une perspective assez étrange: il

y avait la grande porte avant pour le beau monde et il y avait une petite entrée rue Clark pour les gens qui étaient destinés au pigeonier; c'était là un côté assez peu démocratique.» Cette voie d'accès a finalement été condamnée.

En bout de ligne, est-ce que, durant toutes ces années, l'Association Saint-Jean-Baptiste, qui deviendra la Société en 1913, a réussi à faire progresser la cause des Canadiens français à la faveur de cette tribune? M. Bourassa répond par une sorte de bilan positif: «Il y a notamment eu la présentation des variétés lyriques, qui ne correspondaient sans doute pas aux idées de l'évêché mais qui, je le crois, répondaient à celles de la Société; ces gens se sont tranquillement démarqués de l'influence cléricale.»

Il fournit d'autres exemples: «Il y a eu Pierre Dagenais, un artiste assez révolté, qui a réalisé des mises en scène importantes qui figurent parmi les beaux fleurons du monument. Il fut aussi le lieu des grandes créations de Gratien Gélinas: c'est à cet endroit que se sont jouées *Les Fridolinades* et qu'a eu lieu la première de la pièce *Tit-coq*. Une douzaine de pièces québécoises ont été créées sur la scène de ce dernier, dont deux écrites par des politiciens en vue, soit Laurent-Olivier David (*Le Drapeau de Carillon*), qui fut député, et Félix-Gabriel Marchand (*Les Faux Brillants*), qui fut premier ministre du Québec. Il y a donc eu de très bons moments qui se sont déroulés au Monument-National.»

Collaborateur du Devoir

Les jeunes et la langue d'usage

Le français avant toute autre chose!

À Montréal, le pourcentage des jeunes francophones bilingues s'établit à 63,4 %

À une époque où les courriels fusent, où les messages-textes font partie du quotidien et où la musique anglophone assaille les ondes radiophoniques, les Québécois ne manquent pas d'occasions de maltraiter la langue de Molière. Alors que de récentes statistiques laissent entrevoir un recul du français au Québec, plusieurs jeunes francophiles s'efforcent de faire tourner le vent.

ÉMILIE CORRIVEAU

Président du Mouvement étudiant pour le français à l'Université de Montréal, conseiller pour son homologue à l'Université du Québec à Montréal et chargé de la mobilisation au sein du Mouvement Montréal français, Philippe Perreault est ce qu'on peut appeler un ardent défenseur du français. Agé de 24 ans, il milite activement pour que la langue de son enfance soit aussi celle de son avenir.

«Moi, ce que je souhaite, c'est de sensibiliser et de mobiliser les jeunes pour la langue. Ça fait partie de ma fierté d'être québécois et je suis tanné de percevoir de vieilles habitudes d'avant la Révolution tranquille, qu'on appelle la survivance», affirme le jeune militant.

Des inquiétudes

Selon Philippe, la situation actuelle de la langue au Québec est insensée. Il s'inquiète particulièrement du fait qu'en 2006, pour la première fois depuis 1931, le nombre des francophones est passé sous la barre des 80 % dans la province (79,6 %, selon le recensement), une baisse que Statistique Canada attribue à une légère hausse de la population anglophone dans la province ainsi qu'à l'accélération de l'immigration allophone.

Le financement des universités québécoises est aussi un thème qui préoccupe le jeune militant: «Les universités francophones reçoivent environ 75 % du financement du gouvernement du Québec, alors que les Québécois non anglophones représentent 92 % de la population. Pour moi, c'est illogique. On souhaite accueillir de nouveaux arrivants pour rétablir la pyramide démographique, on les invite à venir étudier chez nous, mais on ne leur offre pas le soutien nécessaire pour le faire dans la

langue de la province. Si on voulait être conséquent, il faudrait financer les universités dans un rapport proportionnel à leur poids démographique respectif et même donner un peu plus de moyens aux universités francophones pour qu'elles puissent accueillir les nouveaux arrivants correctement!»

Préserver la culture

À l'heure de la mondialisation, Philippe croit que les

«C'est vraiment difficile pour un anglophone d'apprendre à parler français ici, parce que tout le monde se met à parler anglais dès qu'on cherche nos mots!»

jeunes Québécois doivent s'interroger sur ce qu'ils souhaitent pour leur culture: «On dit que l'anglais est devenu la langue universelle, mais je pense que c'est nécessaire qu'on se demande si on veut une mondialisation qui va appauvrir les cultures nationales ou une mondialisation qui va nous permettre de savourer les diversités culturelles. À mon avis, il faut être fier de notre culture et de notre langue, et être bilingue, ça devient un atout. Il faut s'assurer de préserver le français à travers tout ça, parce que c'est une richesse!»

Josh Crowe, 25 ans, abonde dans le même sens. Anglophone originaire d'Ottawa, il a décidé de s'établir au Québec il y a près de cinq ans pour exercer son métier. Aujourd'hui chef cuisinier dans un restaurant français du Plateau Mont-Royal, il n'utilise pratiquement plus l'anglais au Québec. «Quand je suis arrivé à Montréal, je ne parlais pratiquement pas le français, se rappelle Josh. Mais j'ai pris la décision de m'exprimer en français parce que c'est la langue d'usage au Québec. Pour moi, c'était clair que, si je faisais le choix

d'habiter une autre province, je devais accepter que cette province vienne avec des coutumes et une culture différentes. Même si j'étais mauvais au début, j'ai saisi toutes les possibilités de pratiquer mon français dès que j'ai mis les pieds ici.»

L'amour de la langue...

Selon le dernier recensement, à l'échelle du Québec, 35,8 % des francophones se sont déclarés bilingues. Chez les 25-29 ans, la proportion était beaucoup plus élevée et a atteint 51,1 %. À Montréal, la proportion des francophones bilingues était estimée à 63,4 %. Depuis son arrivée dans la métropole, Josh Crowe vit cette réalité sur une base quotidienne et déplore l'usage de la langue que font de nombreux Québécois.

«C'est vraiment difficile pour un anglophone d'apprendre à parler français ici, parce que tout le monde se met à parler anglais dès qu'on cherche nos mots! Comment ils font, les anglophones, pour apprendre le français si personne ne les laisse pratiquer? Je trouve ça dommage que ça se passe de cette façon», confie le jeune homme.

Et de la musique!

Comme bien d'autres de sa génération, Josh a traversé l'adolescence avec du hip-hop dans les oreilles. Ayant un goût particulier pour tout ce qui se trouve dans la marge, il se souvient d'avoir été très tôt attiré par certains groupes francophones.

«À 15 ans, j'écoutais du hip-hop acadien et québécois. Je suis même allé voir un spectacle de Dubmatique à Ottawa. Ça m'intéressait parce que c'était bon, parce que ça son-

nait bien. Selon moi, de la bonne musique, peu importe la langue. Aujourd'hui, je respecte beaucoup des groupes comme Malajube, qui font d'excellentes choses en français.»

Aux oreilles de Jean-Michel Pigeon, ce genre de propos sonne comme une douce mélodie. Originaire de Québec et âgé de 25 ans, il gagne en partie sa vie comme musicien et partage son temps entre deux formations, dont l'une connaît un intéressant succès en anglais.

Son groupe Monogrenade, dont il est cofondateur, en est à ses débuts et fait tranquillement sa place sur la scène francophone.

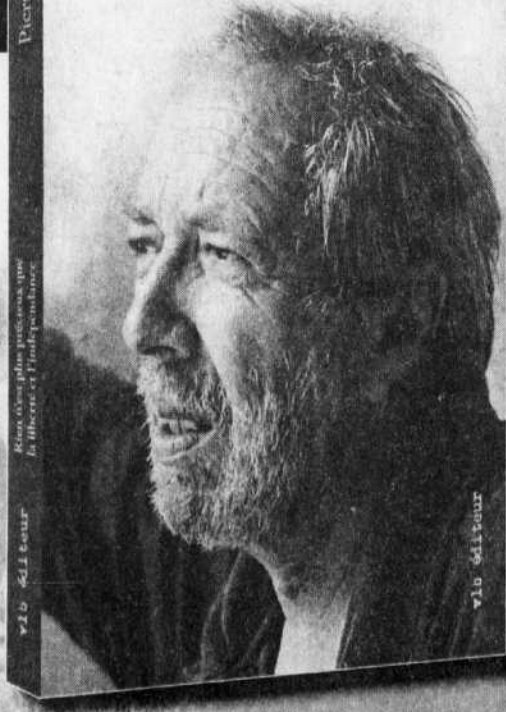
«Je pense qu'aujourd'hui il y a plein de bonne musique qui se fait au Québec. Avec Monogrenade, on a choisi de chanter en français tout simplement parce que c'est notre langue et qu'on en est fier. Il y a des groupes comme Karkwa qui nous inspirent et qui ont ouvert les portes à plein de projets un peu en marge de ce qu'on connaît traditionnellement de la musique québécoise. Je suis heureux que notre groupe fasse partie de cette mouvance», assure le musicien.

Dans un contexte où, selon les dernières statistiques de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, pour la première fois en 2007, le public québécois s'est fait plus nombreux aux spectacles de chansons anglophones qu'à ceux de chansons francophones, Philippe Perreault accueille avec optimisme l'attitude de musiciens comme Jean-Michel: «De plus en plus, on voit des groupes francophones superintéressants apparaître. Selon moi, c'est bon signe. Ça veut dire que notre société et les jeunes se rendent compte de la richesse du français, et j'espère que ça va continuer comme ça!»

Collaboratrice du Devoir

Pierre Falardeau

Pierre Falardeau
Rien n'est plus précieux que
la liberté et l'indépendance



Un homme de conviction,
un discours sans concessions.

vlb éditeur
Une compagnie de Quebecor Media

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE



Manifester pour le OUI à Longueuil lors de la campagne référendaire de 1995

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Témoignage

« Il nous faut un enseignement de l'histoire nationale pour comprendre le Québec d'aujourd'hui »

L'école doit aider ceux et celles qui grandissent dans une culture à y trouver leur identité

La Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de Montréal a fait de la promotion de l'enseignement de l'histoire nationale du Québec une de ses priorités à son dernier congrès. Elle considère qu'un redressement s'impose pour ramener l'enseignement de l'histoire du Québec, dans toutes ses dimensions, y compris nationale et politique, et que des changements importants doivent être apportés à tous les ordres d'enseignement.

ROBERT COMEAU

Vu le fait qu'aujourd'hui il n'y a pas plus que 5 % des cégépiens qui suivent un cours ayant pour objet le Québec et vu la dérive actuelle des énoncés des programmes d'enseignement au secondaire, une action collective s'impose. La réforme pédagogique, qui a eu lieu en même temps que la mise en place des nouveaux programmes au primaire et au secondaire à partir de 1999, a entraîné la marginalisation et la méconnaissance de l'histoire du Québec et du monde.

L'incontournable histoire nationale du Québec

Paul Inchauspé, l'un des principaux promoteurs de la réforme de 1999, reconnaissait pourtant l'importance de l'histoire nationale. Il reprochait même au rapport Lacoursière de 1996, largement influencé par les conceptions didactiques du professeur Laville, de « ne pas avoir osé aborder, même lui, à visière levée, la question préalable de la place de l'histoire nationale dans un programme d'études ».

Paul Inchauspé déplorait même que le mot « nation » fût devenu tabou et que toute histoire fût rapidement considérée comme histoire nationaliste, précisant ceci : « Notre rapport est sorti après le rapport Lacoursière. Il dit à la fois pourquoi la connaissance de l'histoire nationale à l'école est nécessaire pour aider les enfants et les jeunes à trouver leur identité et les pièges qu'elle doit éviter. Nous voulons sortir du flou et de l'ambivalence sur cette question et pour cela dire clairement la nécessité d'une histoire nationale, lieu de mémoire collective » (octobre 2007, au congrès de la Société des professeurs d'histoire du Québec).

Et dans son ouvrage intitulé *Réaffirmer l'école* (Liber, 2007), il insiste sur le fait que l'école doit aider ceux et celles qui grandissent dans une culture à y trouver leur identité. Les raisons pour rendre incontournable l'histoire nationale sont multiples : partout dans le monde, la communauté nationale est une réalité qui est là pour durer. La nation est encore le cadre dans lequel s'exerce la liberté collective des citoyens et des ci-

toyennes qui veulent agir sur leur destin.

Parce qu'il n'y a pas d'intégration réussie dans une société sans qu'à l'école on aide à s'approprier, par l'enseignement, les traditions culturelles de cette société ; parce que la connaissance de l'histoire est nécessaire si on veut s'en détacher : « La seule façon de s'en affranchir, c'est d'abord de la connaître », dira-t-il. Et il la justifie ainsi : « Parce qu'on ne peut comprendre la culture des autres en ignorant la sienne propre, tout comme on ne peut vraiment comprendre sa culture propre si on ne fait pas un détour qui conduit à connaître d'autres cultures ».

Et pourtant, malgré ce plaidoyer en faveur de l'histoire nationale, ce n'est pas cela que les rédacteurs des programmes d'histoire ont finalement retenu et que les opposants à la réforme ont constaté.

L'opposition aux programmes d'enseignement de l'histoire s'élargit

Depuis le printemps 2006, lorsque le programme d'enseignement en 3^e et 4^e secondaires a été rendu public par une fuite d'un journaliste du *Devoir*, le mouvement de résistance à la réforme n'a pas cessé de prendre de l'ampleur, malgré le recul du ministre à deux reprises et l'embarras de l'actuelle ministre de l'Éducation. Ces nouveaux programmes du domaine de « l'univers social » sont encore largement critiqués dans le monde de l'enseignement et dans les milieux politique, syndical et médiatique.

La critique s'approfondit depuis 10 ans. La coalition Stoppons la réforme intervient depuis 2006 dans les médias. Des ouvrages furent publiés pour dénoncer ce virage silencieux du ministère en 1999, dont le nôtre, qui regroupe les témoignages d'une quinzaine d'universitaires, intitulé *Contre la réforme pédagogique* (VLB, automne 2008).

Pour répondre aux critiques et au doute répandu quant au bien-fondé de cette réforme, Paul Inchauspé a publié sa *Lettre aux enseignants sur la réforme des programmes*, où il tente d'expliquer que son projet initial était de réformer les pro-

grammes pour les enrichir et non d'introduire une révolution pédagogique, se dissociant de la démarche choisie par le ministère de l'Éducation.

L'ampleur des changements pédagogiques n'est pas apparue immédiatement. Chez les enseignants d'histoire, on attaqua d'abord le contenu dénationalisé : la question nationale et la politique étaient évacuées de toute la trame de l'histoire du Québec. En même temps qu'étaient adoptés les nouveaux programmes, les « pédagogues réformistes » du ministère en pro-

L'histoire de la nation québécoise

a disparu : même le titre du programme a laissé tomber les mots « Canada » et « Québec » !

fitaient pour introduire, selon leurs propres termes, « le nouveau paradigme de l'apprentissage, qui devait remplacer le paradigme de la transmission des connaissances ». Pourtant, cette révolution pédagogique était déjà largement contestée ailleurs dans les pays où elle fut mise à l'essai. Et, depuis, nombre d'études démontrent son inefficacité, particulièrement en milieu défavorisé.

Ce nouveau programme du secondaire, désigné sous le titre « Histoire et éducation à la citoyenneté », prône maintenant la citoyenneté planétaire et la citoyenneté dans la classe... On est bien loin de la responsabilité du citoyen canadien ou du citoyen québécois. L'histoire de la nation québécoise a disparu : même le titre du programme a laissé tomber les mots « Canada » et « Québec » !

Le projet national est occulté

L'historien Charles-Philippe Courtois, dans une étude de l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ), constata ce beau paradoxe que celui de sensibiliser à la citoyenneté et à la démocratie en faisant abstraction du peuple se trouvant au cœur de cette histoire et de ce régime. Il démontra, après bien d'autres, que ce programme transmettait une vision intégralement dénationalisée, et ce, à un degré surprenant. Ce programme occulte entièrement le sujet national, autant dans les moments d'affirmation que dans les difficiles moments d'affrontement.

Ainsi, le rapport Durham est oublié, comme tout un pan de la Révolution tranquille, soit l'affirmation nationale de cette époque. Pour démonstration, on lira ce rapport de l'IRQ à www.irq.qc.ca.

Ce rapport critique entre autres la vision idéologique de l'histoire inscrite dans ce programme, qui consiste à faire la promotion d'un multiculturalisme militant aux dépens notamment de l'étude d'un phénomène pourtant remarquable, soit la pérennité d'un peuple de langue et de culture françaises en Amérique du Nord.

Cette révolution pédagogique silencieuse, que le ministère a qualifiée de simple « *renouveau pédagogique* » et qui s'est traduite par la lutte contre la transmission des savoirs disciplinaires ainsi que par cette orientation multiculturaliste qui contredit nos politiques québécoises d'intégration des immigrants, a été mise en place sans débat démocratique.

Pour la transmission de connaissances historiques de base

Dans cette démarche relativiste et postnationale, c'est à chaque élève de construire son propre récit, l'enseignant devenant un simple accompagnateur. Cette réforme socioconstructiviste, présentée comme progressiste, a eu pour effet de diminuer les formes d'enseignement structurées et explicites. Or la plus récente étude décrite par Normand Baillargeon, appelée *Follow Through*, la plus coûteuse et la plus longue de l'histoire de l'éducation, effectuée dans douze écoles des États-Unis de 1967 à 1995 au coût d'un milliard, a démontré que les méthodes pédagogiques les plus efficaces pour les élèves qui ne proviennent pas d'un milieu favorisé sont celles qui misent sur un enseignement structuré et centré sur l'enseignant, soit le contraire de ce qu'on vient de mettre en œuvre ici.

Devant la diminution des cours d'histoire du Québec au collégial et devant l'orientation que la réforme a donnée aux cours d'histoire au secondaire, il nous faut un enseignement de l'histoire nationale pour comprendre le Québec d'aujourd'hui et sa démocratie et pour la faire connaître aux nouveaux Québécois ; elle doit inclure tous les faits structurants de notre parcours et de nos rapports avec l'Amérique et le monde, particulièrement nécessaires à l'heure où on doit intégrer les nouveaux Québécois et renforcer notre identité nationale.

Robert Comeau est historien et professeur associé à l'UQAM.

175^e
DEPUIS 1834
La Fête nationale
du Québec
à Montréal

LE DÉFILÉ DES
GEANTS

DE LA FÊTE NATIONALE, 24 JUIN 2009 !

Départ 13 h

Rue Sherbrooke, coin Fullum



Présenté par



16 h : Télédiffusion à



TELEVISION

LE GRAND SPECTACLE 24 JUIN 2009

AU PARC MAISONNEUVE

DÈS 17h

La Bottine Souriante

19h

Zébulon

21h

Guy A. Lepage anime Le Grand spectacle de la Fête nationale avec des artistes qui ont envie de célébrer le 175^e anniversaire de la Fête et de porter la voix de la poésie et de la musique d'ici !



ÉRIC LAPOINTE



ARIANE MOFFATT



MARIE-MAI



KARIKWA



FLORENCE K



LES PORN FLAKES

17 h : Radiodiffusion à



21 h 30 : Télédiffusion à



Présenté par



fetenationale-montreal.qc.ca

Québec

Montréal



La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a ses bureaux à la Maison Ludger-Duvernay

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514-843-8851

télééc. : 514-844-6369

ssjb.com

L'année 2009 marque le 175^e anniversaire de la fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. C'est en 1834 que Ludger Duvernay, avec un groupe de jeunes patriotes, fondait l'Association « Aide-toi, le Ciel t'aidera », du même nom que celui d'une organisation secrète qui avait été au cœur de la révolution de Paris de 1830. Elle fut par la suite appelée Association Saint-Jean-Baptiste puis Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

La SSJB constitue la plus ancienne institution militante toujours active pour la promotion et la défense des intérêts de ce peuple formé majoritairement des descendants de la Nouvelle-France, qu'on appelait le peuple canadien puis canadien français et québécois, incluant tous ceux qui l'ont adopté au fil du temps. Depuis 175 ans, notre Société a été de tous les combats pour cette nation à travers l'Amérique, face aux mesures colonisatrices, impliquant la suppression des institutions culturelles, politiques, gouvernementales et économiques de langue française.

Aujourd'hui, la SSJB a encore un rôle crucial à jouer, tant pour assurer notre avenir linguistique et culturel, que pour établir les conditions essentielles à l'acquisition d'une véritable autonomie économique, c'est-à-dire l'indépendance du Québec!

Pour y arriver nous devons favoriser la participation et l'organisation stratégique du plus grand nombre possible de militants dans nos divers champs d'action (coordination et intervention pour assurer l'avenir et l'épanouissement de la culture et de la langue nationale du Québec, soutien au Mouvement Montréal français et à unseulmegachu.org, campagnes de terrain et de mobilisation pour l'indépendance, appui à la coordination des forces indépendantistes, coalition pour l'enseignement de l'histoire nationale, activités de francisation, conférences des jeudis, journal de la SSJB, promotion de la fierté nationale : Journée nationale des patriotes, jour du Souvenir, nomination du Patriote de l'année, Fête nationale, interventions médiatiques, etc.)

Ensemble, tout est possible!

OUI, je suis indépendantiste et j'encourage la Société !

| | | | |
|--|-----------------|-----------------|-------------------------|
| <input type="checkbox"/> Membre ordinaire | 10 \$ | Nom _____ | Prénom _____ |
| <input type="checkbox"/> Membre étudiant | 5 \$ | Adresse _____ | |
| <input type="checkbox"/> Membre adhérent (Service d'entraide) | 2 \$ | _____ | |
| <input type="checkbox"/> Membre à vie | 200 \$ | Téléphone _____ | Date de naissance _____ |
| <input type="checkbox"/> Membre à vie (60 ans et plus) | 75 \$ | Courriel _____ | Profession _____ |
| <input type="checkbox"/> Don à votre discrétion | _____ \$ | Signature _____ | |
| TOTAL | _____ \$ | | |

Retourner avec votre paiement à :
SSJBM, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H2X 1X3